

Politis
HORS-SÉRIE N° 48

HORS-SÉRIE

**OCTOBRE
NOVEMBRE 2008**

www.politis.fr

Politis

**Quelles solutions
pour un autre monde ?**

M 04886 - 48 H - F - 4,90 € - RD



Le châtement de la canne

Dans le Mato Grosso do Sul, l'expansion de la canne à sucre destinée aux agrocarburants prive les indigènes de leurs terres et les contraint à travailler dans des conditions proches de l'esclavage. **Reportage.**

D

epuis quelques mois, il règne une douce euphorie parmi l'élite économique et politique du Mato Grosso do Sul : la demande mondiale d'éthanol explose. Cet agrocarburant alimente les rêves de fortune, et cet État brésilien rural à la frontière paraguayenne, grand comme les deux tiers de la France, voit sa chance de s'extraire de l'anonymat. Alors qu'on y compte déjà onze usines à éthanol, les autorités locales ont signé, fin 2007, l'engagement d'en installer... quarante-trois autres d'ici à fin 2012 (1) ! Les surfaces consacrées à la canne à sucre – matière première de l'éthanol brésilien – devront alors avoir été multipliées par dix, couvrant deux millions d'hectares. Elles auraient déjà crû d'un tiers cette année par rapport à 2007.

Climat favorable, robustesse de la canne, main-d'œuvre exploitée, marché dopé par l'envolée du pétrole, etc. : l'éthanol brésilien est l'un des plus juteux investissements agro-industriels du moment. « C'est le plus important projet au monde dans le secteur de la canne, jubilait Roberto Carvalho, l'un des opérateurs brésiliens majeurs de cette industrie, à l'annonce de ces développements. Nous allons acquérir le statut d'exportateur d'éthanol et devenir la locomotive du progrès brésilien, l'eldorado de la région ! » Un « éthanol-duc » évacuerait ce fleuve d'alcool vers les ports atlantiques, pour l'exportation. Les opérateurs s'écharpent pour que son trajet desserve au mieux leurs usines.

Les alarmes amazoniennes n'ont pas cours au Mato Grosso do Sul : de sa forêt tropicale, presque intacte il y a cinquante ans, ne subsiste qu'un reliquat de 3 %. C'est sur les pâturages et d'autres cultures moins rentables que mord la canne. Mais un rapide calcul révèle l'ampleur des illusions : pour tenir le pari des autorités, elle devrait envahir... près des deux tiers de l'État ! Dont une partie est *a priori* sous protection environnementale, notamment l'immense bassin marécageux du Pantanal. Et puis il faudra trouver 7 milliards d'euros... Même avec les importantes exemptions fiscales offertes par le gouverneur aux investisseurs, « ça serait déjà beaucoup si l'on parvenait à la

moitié », estime Celso Dal Lago, propriétaire de plusieurs milliers d'hectares de cultures et d'une usine à éthanol en construction à proximité de Dourados, dans le Sud du Mato Grosso do Sul. Des spéculations mirifiques qui dépassent les Guaranis, pourtant concernés au premier chef.

Il y a 150 ans, ce « Peuple de la forêt » (quand il y en avait) était le seul occupant de la portion méridionale de l'État, quand elle fut confisquée au Paraguay défait lors de la guerre de 1864. Pour la coloniser – avec des non-indigènes, s'entend –, le gouvernement fédéral a favorisé l'installation d'immenses exploitations, où domine aujourd'hui l'élevage extensif. Depuis les années 1940, huit réserves puis vingt-deux autres ont été créées pour parquer les différents groupes indigènes, sans préoccupation pour leurs affinités. « Avant le *XX^e* siècle, ils disposaient

de 40 % des terres, contre moins de 1 % aujourd'hui, et les plus mauvaises, indique Nereu Schneider, avocat et indigéniste à Campo Grande, capitale de l'État. Ils ont tous cette histoire dans la tête, elle les obsède ! » Depuis une vingtaine d'années, les indigènes ont bien entrepris de revendiquer leurs terres traditionnelles, sur lesquelles la Constitution brésilienne leur donne des droits. Mais près de quarante groupes (20 000 personnes) attendent toujours que le processus aboutisse, entravé par des chausse-trapes administratives et juridiques, mais aussi par la montée des enjeux économiques. Des conflits fonciers que le délire éthanol promet d'aggraver encore plus. « Le moindre projet agricole concerne des terres réclamées par les indigènes, relève Nereu Schneider. Et la culture de canne les menace bien plus que l'élevage : ils ne peuvent même plus déambuler sur leurs terres, préjudice majeur pour eux. »



PATRICK PHO

Dans le Mato Grosso do Sul, les coupeurs de canne à sucre sont généralement des indigènes.



PATRICK PRO

Alors qu'on compte déjà onze usines à éthanol dans le Mato Grosso do Sul, les autorités locales ont signé, fin 2007, l'engagement d'en installer... quarante-trois autres d'ici à fin 2012 !

Les nouvelles parcelles plantées en canne à sucre sont aujourd'hui adaptées à la coupe mécanisée.

Privées de moyens de subsistance, socialement démantelées, ces communautés ont perdu depuis longtemps toute autonomie économique. Une majorité vit de subsides publics et, depuis cinq ans, de la distribution de rations alimentaires. Les indicateurs sociaux sont dans le rouge : des enfants meurent de dénutrition, les assassinats chez les Guaranis-Kaiowá ont doublé en un an dans l'État, qui concentre 60 % des cas du pays, le taux de suicide chez les jeunes y est parmi les plus importants au monde, explique le Conseil indigéniste missionnaire (Cimi), l'une des principales organisations d'appui. « *Le Mato Grosso est à l'avant-garde des pratiques anti-Indiens* », juge Egon Heck, coordonnateur régional. « *La situation est aussi explosive qu'en Amazonie*, insiste Lévi Marques Pereira, anthropologue à l'Université fédérale du Grand Dourados. *Facteur aggravant : ici, les terres valent dix fois plus cher.* » Les *fazendeiros* rétorquent volontiers qu'ils rendent les terres « productives », que le mode de vie traditionnel de leurs parents n'inspire pas les jeunes indigènes, auxquels ils offrent du travail. « *En échange de leurs terres ? s'élève Nereu Schneider. Comme si leur préoccupation était des emplois... Et lesquels !* »

Quand les premières usines à sucre et à éthanol s'installent dans la région, au début des années 1980, c'est aux indigènes que l'on fait appel pour travailler dans les champs : plus proches que les migrants du Nordeste, robustes, peu exigeants, dépourvus de tradition syndicale...

« *La canne est devenue l'unique niche capable d'absorber cette main-d'œuvre, contenant l'explosion d'une situation sociale inacceptable* », déplore Antônio Brand, professeur à l'université catholique Dom Bosco de Campo Grande et pilote d'un projet de réhabilitation des communautés Guaranis-Kaiowá.

Espoir fragile à Panambizinho

Dix-neuf ans : c'est l'attente qu'ont dû endurer les indigènes du village de Panambizinho, aux environs de Dourados, pour récupérer 1950 hectares de terre leur revenant de droit. « *C'est l'une des dernières communautés kaiowá encore fortement liée à ses traditions : cérémonies spirituelles, percement de la lèvre inférieure, etc.* », rapporte Vito Comar, directeur de l'Institut environnemental et de développement (Imad). En 2007, après les dernières expropriations, l'Imad a été mandaté pour aider 67 familles à redémarrer la culture des parcelles : choix des semences, préparation des terrains, puis évaluation des cultures. « *On manque d'appui technique, mais les premiers résultats sont satisfaisants pour plus de 60 % des champs* », commente Vito Comar.

Encourageant, mais rien n'est gagné. « *Et toi, Matias, t'as planté quoi ?* » Celui-ci pique du nez. « *Rien...* » Comme une quinzaine d'hommes du village, il continue à travailler dans une cannaie, « *satisfait, bien traité* ». « *Les gars, on leur a nivelé leur parcelle, mais c'est pour les broussailles !* », commente « capitão » Nelson, quérisseur-chanteur de père en fils. « *L'idée, ça serait de payer quelqu'un pour la cultiver* », suggère sa femme Rosalita. « *Et toi, Simão ?* » « *Je ne travaille pas encore à la plantation...* ». « *Beaucoup de jeunes aspirent à ça*, déplore Abraham, fils de Nelson et Rosalita. *Moi, je m'y suis cassé le dos.* » L'instituteur confirme : « *Dès l'âge de 13 ans, certains empruntent les papiers d'un copain majeur pour décrocher une embauche.* »

P. P.

Selon le ministère du Travail de l'État, déjà 13 000 indigènes seraient aujourd'hui employés dans les cannaies.

Itahum, une des plantations de Celso Dal Lago, à 45 kilomètres de Dourados. Une forêt de cannes. Il est 6 heures du matin, les rayons déjà puissants arrachent la brume de cette chevelure. La veille, on y a mis le feu. Un brûlis spectaculaire et bref qui élimine les feuilles, très coupantes et préjudiciables au rendement de la coupe, sans affecter les précieuses tiges, qu'une noria de remorques évacue déjà par tonnes. Un front d'ouvriers grignote une première parcelle à la machette. « *Que des indigènes*, souligne le contremaître guarani d'une équipe de 45 coupeurs. *Ils travaillent mieux, en moyenne 9 à 10 tonnes par jour, 50 % de plus que les Blancs !* » Une ambulance stationne à proximité, en cas d'urgence. Le responsable technique détaille la composition de la panoplie de protection : bottes, jambières, gants, lunettes, chapeau, etc. Ainsi que de la potion que les coupeurs ingurgitent après la pause de midi, cocktail de sels minéraux et de vitamines. « *La canne est vitale pour les Guaranis, mais c'est également leur enfer* », juge Olivier Geneviève, président de l'ONG française Sucre éthique (2). Considérée comme la lie du travail agricole au Brésil, la coupe s'y pratique encore, à peu de chose près, comme il y a cinq siècles. Même si les employeurs, mieux contrôlés, notamment sous la pression des marchés occidentaux réclamant une labellisation socio-écologique du sucre et de l'éthanol, sont désormais tenus de fournir des équipements de protection, une alimentation décente, le transport, un minimum d'installations d'accueil ; et que les Guaranis bénéficient de quelques aménagements spécifiques, comme la limitation à 45 jours (contre 70 avant) de la période de permanence sur la *fazenda*, quand le retour quotidien dans les villages est impraticable : l'absence prolongée des hommes perturbait trop les communautés. Améliorations marginales : les coupeurs de canne restent des forçats, subissant

La Terre perd ses ressources



Getúlio et Alda Juca, très respectés dans le village de Jaguapiru, ont connu les débuts de la canne à sucre dans la région.

Les coupeurs de canne restent des forçats. Jusqu'à 12 tonnes abattues, 10 000 coups de machette par jour, effort journalier équivalent à celui d'un marathon : il est rare qu'un organisme le supporte plus de 15 ans.

régulièrement des pratiques illégales, et toujours à la limite de la surexploitation. Jusqu'à 12 tonnes abattues, 10 000 coups de machette par jour – un doublement des exigences de rentabilité en 30 ans ! –, effort journalier équivalent à celui d'un marathon : il est rare qu'un organisme le supporte plus de 15 ans.

Les syndicats ont comptabilisé une vingtaine de décès par déficience physique depuis 2004. Les accidents (coup de machette, morsure de serpent) comme les licenciements fallacieux sont courants, la couverture sociale minimaliste, les falsifications d'identité banales. Le coupeur est payé au mètre moissonné. Son salaire, de l'ordre de 700 à 800 réales (environ 300 euros) pour 220 heures par mois, dépend en partie de la qualité de la canne !

Le travail esclave, même en diminution, reste un fléau de l'activité. En 2007, une commission d'investigation du Mato Grosso do Sul a « libéré » près de 1 600 travailleurs indigènes de la canne en situation d'esclavage, ou proche. « *Mais la vraie bombe sociale, c'est la mécanisation des cultures, et elle va exploser sous trois ans* », prévient l'écologue Vito Comar, directeur de l'Institut environnemental et de développement (Imad), à Dourados. Car le féodalisme alcool-sucrier semble parvenu à un terme. Par exigence de rendement. Toutes les nouvelles plantations de l'État sont adaptées à l'empattement des machines à moissonner – 1,5 mètre entre les rangs. Chacune d'elles met 80 à 100 coupeurs au chômage. Dans l'État de São

Paulo (60 % de la canne à sucre brésilienne), les deux tiers des exploitations devraient être mécanisées d'ici à 2010, laissant 200 000 personnes sans emploi. Une révolution renforcée par une exigence sanitaire et environnementale récente : le brûlis des cannes est en passe d'être interdit partout, afin d'épargner aux coupeurs des maladies pulmonaires et aux agglomérations voisines des pluies de cendres. À Dourados, une mobilisation citoyenne menée par le député Elias Ishy (Parti des travailleurs – PT) a obtenu l'an dernier un arrêté interdisant totalement la pratique dès 2009.

Le maintien des feuilles coupantes, synonyme de régression du rendement manuel, offre un argument imparable aux tenants de la mécanisation. « *Nous avons actuellement l'engagement, envers la municipalité de Dourados, d'employer localement des indigènes. Mais il sera difficile de le tenir dans ces conditions* », prévient Celso Dal Lago, qui a déjà réduit de moitié son personnel agricole... « *D'une certaine manière, commente Nereu Schneider, volontairement cynique, le problème indigène aura bientôt "disparu" dans le Mato Grosso do Sul...* »

PATRICK PIRO

(1) On parle même de plus de 80 projets, toutes origines confondues.
(2) L'ONG Sucre éthique, avec Peuples solidaires, Fian France, l'Icra et CSIA notamment, lance une campagne pour dénoncer la situation des Guarani employés dans la canne à sucre, et interpeller l'entreprise française Dreyfus, l'un des principaux opérateurs du secteur, pour qu'elle soutienne cette communauté menacée. Contact : 04 72 70 47 30. www.sucre-ethique.org

« Nous nous sommes réveillés »

Jaguapiru, réserve indigène de Dourados. L'une des plus peuplées et des plus problématiques du Brésil, avec 12 000 indigènes issus de trois groupes ethniques serrés sur 3 500 hectares. La nuit est tombée et, sous la pailote coiffant le seuil de sa baraque, Getúlio Juca s'épanche sur la déchéance qui éteint son peuple. Les suicides de jeunes, les crimes de sang... Et puis le harcèlement de ces « Blancs », une cinquantaine de familles qui cultivent illégalement une partie des maigres terres qu'il leur reste... L'un d'entre eux a aspergé d'énormes quantités de pesticides sur son soja. Un enfant est mort en buvant de l'eau contaminée. Plusieurs animaux de basse-cour aussi. « *L'an dernier, on a sorti les machettes... La police fédérale a dû intervenir. On nous a promis de les expulser sous 30 jours. C'est la stricte application de la loi ! Un an et demi après, c'est toujours le statu quo.* »

Getúlio a 62 ans, il est chef guarani-kaiowá, influent et respecté, comme sa femme Alda, guérisseuse traditionnelle. Ils ont vécu les débuts de la canne à sucre dans la région. Les contremaîtres indigènes prélevaient alors jusqu'à la moitié de la paye des coupeurs – « *de faux Indiens, ils ont appris ça des Blancs !* », commente Alda. Traités comme du bétail : levés à 2 heures du matin, les enfants sous le bras, la nourriture infâme, entassés à 60 à même le sol des baraquements sur des cartons, pas de repos, aucun contrôle des autorités, etc. « *J'ai travaillé huit ans comme ça... J'avais tellement mal au dos. Je me suis arrêtée le jour où je me suis blessée avec la machette.* »

Ce n'est qu'à partir de 1994 que les ouvriers ont eu droit à des contrats de travail en bonne et due forme. Fin 1990, femmes et enfants sont interdits de travail. « *Il y a dix ans, les fazendeiros ont instauré une limite d'âge à 35 ans ! Et que fait-on alors jusqu'à 60 ans ?* » Clause non écrite et illégale ? Personne ne la confirme officiellement. Chico, un des fils de Getúlio et Alda, a pris la relève. Levé à 3 heures du matin, rentré à 20 heures : « *Je n'ai pas une minute pour cultiver mon lopin de terre...* » La mécanisation galopante ? « *On ne sait pas ce qui va nous rester comme travail, les entreprises doivent nous donner une chance.* » Getúlio mesure le délitement de la communauté au comportement des jeunes, qui ramènent désormais des femmes et de l'alcool dans les villages, provoquant des bagarres. À bout, il a récemment averti le ministère de la Justice. « *Ça va dégénérer. Jusqu'ici, nous avons subi. Mais maintenant, nous nous sommes réveillés : Oro nhomobáy-ma !* »

P. P.